

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN

2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

MAISON FAMILIALE RURALE DE CHANTONNAY
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

25, avenue Georges Clémenceau
CHANTONNAY (Vendée)

MAISON FAMILIALE RURALE

DE CHANTONNAY

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

25, avenue Georges-Clémenceau

CHANTONNAY (Vendée)

Exercice clos le 30 juin 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

MAISON FAMILIALE RURALE
DE CHANTONNAY

Exercice clos le 30 juin 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

A l'assemblée générale de l'Association Maison Familiale Rurale de Chantonnay,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association la **MAISON FAMILIALE RURALE DE CHANTONNAY** relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des créances de votre association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons apprécié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans cette note et leur correcte application.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 16 décembre 2025
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU
CHRISTOPHE POISSONNET

MAISON FAMILIALE RURALE
DE CHANTONNAY

Exercice clos le 30 juin 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

COMPTES ANNUELS

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	1 298	1 217
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	690 539	607 647
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	533 578	511 250
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	23 041	26 648
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	176	967
Total (I)	1 248 631	1 147 728
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif	6	6
Autres intérêts et produits assimilés	8 641	9 179
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	8 647	9 184
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	22 403	3 929
Produits exceptionnels sur opérations en capital	13 374	15 038
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)	35 777	18 966
Total des produits (I+II+III)	1 293 054	1 175 879
Solde débiteur = Déficit		
Total général	1 293 054	1 175 879

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	54 607	48 652
Variation de stocks	(686)	(898)
Autres achats et charges externes	311 335	291 891
Aides financières	6 131	4 500
Impôts, taxes et versements assimilés	11 522	11 469
Salaires et traitements	500 507	501 963
Charges sociales	160 841	155 406
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	41 589	42 831
Dotations aux provisions	5 740	5 570
Report en fonds dédiés		
Autres charges	9 437	10 165
Total (I)	1 101 023	1 071 550
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	109	167
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	109	167
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		190
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	334	1 694
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)	334	1 885
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	1 544	1 378
Total des charges (I+II+III)	1 103 010	1 074 979
Solde créditeur = Excédent	190 045	100 900
Total général	1 293 054	1 175 879

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

BILAN

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	12 577	12 577		880
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	94 092	42 595	51 497	51 921
Constructions	1 235 920	1 131 993	103 927	118 755
Installations techniques, mat. et outillage indus.	49 940	41 854	8 087	11 909
Autres immobilisations corporelles	220 796	173 759	47 037	59 548
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	1 265		1 265	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	759		759	755
Prêts				
Autres immobilisations financières	300		300	300
Total I	1 615 650	1 402 779	212 871	244 067
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours	1 985		1 985	1 299
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	174 150	11 434	162 716	180 450
Autres créances	19 390		19 390	19 057
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	681 237		681 237	434 608
Charges constatées d'avance	10 699		10 699	6 885
Total II	887 460	11 434	876 026	642 299
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	2 503 110	1 414 212	1 088 898	886 367
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	531 873	430 973
Excédent ou déficit de l'exercice	190 045	100 900
Situation nette (sous total)	721 917	531 873
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	57 738	71 112
Provisions réglementées		
Total I	779 655	602 984
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	24 809	20 254
Total III	24 809	20 254
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 141	21 179
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 574	27 688
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	175 123	178 330
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	28 668	13 540
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	41 928	22 391
Total IV	284 434	263 129
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 088 898	886 367

ANNEXE 1

Objet social de l'association

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Moyens mis en oeuvre

Règles et méthodes comptables

Engagements financiers et autres informations

Notes sur le Bilan Actif

Notes sur le Bilan Passif

Informations sur le compte de résultat

Immobilisations

Amortissements

Provisions

Etat des échéances

Fonds de Roulement

ANNEXE

Total du bilan avant répartition 1 088 898 € **Résultat :** 190 045 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le par le Conseil d'Administration.

1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale :

MFR CHANTONNAY

est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901. Sa durée est illimitée.

Son siège social est établi :

25 avenue Georges Clémenceau 85110 CHANTONNAY

L'association a pour but

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant,

- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale,

- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial,

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue,

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association,

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints,

- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison.

2 - NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

	TYPE DE FINANCEMENT ET EFFECTIFS		
	Ministère de l'Agriculture au 01/10/2024	Apprentissage au 01/01/2025	Formation Professionnelle Continue
• 4ème d'orientation	17		
• 3ème d'orientation	41		
• BAC PRO Services aux personnes et aux territoires	52		
• CAP Accompagnement Educatif Petite Enfance		47	16
TOTAL	110	47	16
<i>TOTAL N-1</i>	<i>96</i>	<i>52</i>	<i>15</i>

L'association propose ses bâtiments à la location le week-end et pendant les vacances scolaires.

3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'association est propriétaire de ses locaux d'une superficie de 5 848 m², comprenant 5 salles de cours pour 246 m². L'association possède 2 classes mobiles informatique.

L'association a employé 26 salariés soit en moyenne 14,96 ETP dont 7,92 ETP en enseignement.

L'association a signé un contrat avec le Ministère de l'Agriculture pour le financement des formations initiales agricoles.

Provenance des financements :

Ministère de l'agriculture (41 %)
 OPCO et CNFPT apprentissage (28 %)
 Hébergement restauration voyages actions familles (21 %)
 Locations, repas extérieurs (3 %)
 Transition pro formation professionnelle continue (2 %)
 Europe (1 %)
 OPCO formation continue et fonds privés (2 %)
 Taxe d'apprentissage (1 %)
 Conseil Régional (1 %)

4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis en respectant les règles comptables édictées par le règlement ANC n° 2014-03 et n° 2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations corporelles : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production,
- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue - Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes,
- Stocks : ils sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Provision retraite : Elle est calculée selon plusieurs paramètres :

1. L'âge de départ théorique : 64 ans
2. Taux d'actualisation : 3,7 %
3. La moyenne des salaires des 12 derniers mois
4. Taux moyen de charges sociales 32,28 %
5. Un taux de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise à 64 ans
6. Le nombre de mois dus par l'employeur en fonction de l'ancienneté (selon la convention collective) :
 - Inférieur à 10 ans : 0 mois
 - 10 à 15 ans : 0.5 mois
 - 15 à 20 ans : 1 mois
 - 20 à 30 ans : 1.5 mois
 - + 30 ans : 2 mois

5 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés : Néant

Dettes garanties par des sûretés réelles : Néant

Faits significatifs : Néant

Autres informations significatives : Néant

Honoraires commissaires aux comptes : 5 901 €

ANNEXE

6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé : cf tableau joint

Etat des créances : cf tableau joint

Montant des stocks : 1 985 €

Etat des provisions clients : cf tableau joint

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan :	9 449,80	
- Factures à établir		9 449,80
Charges constatées d'avance :	10 698,84	
- Charges d'exploitation :		10 698,84

7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en #131 et une quote-part est reprise en résultat tous les ans parallèlement à l'amortissement des biens financés, conformément au règlement ANC 2018-06 (traitement identique au cours des exercices précédents).

Etat des dettes : cf tableau joint

Charges à payer incluses dans les postes du bilan :	68 112,99	
- Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit		-
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 849,80
- Dettes sociales		54 108,93
- Dettes fiscales		3 154,26
Produits constatés d'avance :	41 927,66	
- Conseil Régional subventions fonctionnement		2 710,00
- OPCO participation apprentissage		16 279,66
- Familles participation voyages d'études		5 000,00
- ERASMUS		17 928,00

ANNEXE

8 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

- Etat Ministère de l'Agriculture	497 684,00
- Conseil Régional/communes	10 943,50
- Europe	16 605,00
- Autres subventions	1 065,00

Contributions financières :

Néant

Contributions volontaires en nature

L'association n'a pas valorisé les contributions volontaires en nature dans la mesure où ces contributions sont très limitées. En ce sens, la comptabilisation des CVN n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Etat des immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	12 577			12 577
Terrains	94 092			94 092
Constructions sur sol propre	580 044			580 044
Constructions sur sol d'autrui	648 724	7 152		655 876
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	50 381	1 150	1 590	49 940
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	22 628			22 628
Matériel de bureau, informatique et mobilier	155 823	706	2 528	154 000
Matériel et outillage d'internat	44 901	450	1 183	44 167
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes		1 265		1 265
Total des immobilisations corporelles	1 596 593	10 722	5 301	1 602 014
Participations				
Autres titres immobilisés	755	5		759
Prêts et autres immobilisations financières	300			300
Total des immobilisations financières	1 055	5		1 059
TOTAL	1 610 225	10 727	5 301	1 615 650

Etat des amortissements

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	11 697	880		12 577
Terrains	42 171	424		42 595
Constructions sur sol propre	567 436	12 608		580 044
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	542 577	9 372		551 949
Installations techniques, matériel et outillage industriels	38 472	4 972	1 590	41 854
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	22 628			22 628
Mat de bureau et informatique, mobilier	120 087	9 691	2 332	127 447
Mat et outillage d'internat	21 089	3 641	1 046	23 684
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	1 354 460	40 709	4 967	1 390 202
TOTAL	1 366 157	41 589	4 967	1 402 779

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	9 754	4 555		14 309
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	10 500	0		10 500
TOTAL	20 254	4 556		24 809

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	20 035	1 185	9 786	11 434
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	20 035	1 185	9 786	11 434
TOTAL GÉNÉRAL	40 289	5 741	9 786	36 243

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances					Etat des dettes				
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an		Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					Emprunts obligataires convertibles				
Prêts					Autres emprunts obligataires				
Autres immobilisations financières	300		300		Auprès des organismes de crédit :				
Total de l'actif immobilisé	300		300		- à 1 an maximum à l'origine				
Clients douteux ou litigieux	11 434	11 434			- à plus de 1 an à l'origine	12 141	9 096	3 045	
Autres créances clients	162 716	162 716			Emprunts et dettes financières divers				
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie					Fournisseurs et comptes rattachés	26 574	26 574		
Personnel et comptes rattachés	604	604			Personnel et comptes rattachés	43 614	43 614		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					Sécurité sociale et autres organismes sociaux	47 023	47 023		
Etat – Impôts sur les bénéfices					Impôts sur les bénéfices				
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée					Taxe sur la valeur ajoutée				
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	4 886	4 886			Obligations cautionnées				
Etat – Divers	9 375	9 375			Autres impôts, taxes et assimilés	84 486	84 486		
Groupes et associés					Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Débiteurs divers	4 525	4 525			Groupe et associés	24 550	24 550		
					Autres dettes	3 390	3 390		
Total de l'actif circulant	193 539	193 539			Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Charges constatées d'avance	10 699	10 699			Produits constatés d'avance	41 928	41 928		
TOTAL	204 538	204 238	300		TOTAL	283 707	280 662	3 045	

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	Autres mouvements	A LA CLÔTURE
Fonds propres sans droits de reprise						
Fonds propres avec droits de reprise						-
Ecart de réévaluation						-
Réserves						-
Autres réserves						
Report à nouveau	430 973	100 900				531 873
Excédent ou déficit de l'exercice	100 900	-100 900			190 045	190 045
Situation nette	531 873	-	-	-	190 045	721 918
Fonds propres consommables						
Subventions investissement	71 111			13 374		57 737
Provisions réglementées						-
TOTAL	602 984	-	-	13 374	190 045	779 655



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01